

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

Saint-Etienne, le 30 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DESCAMPS SA - DEPARTEMENT JALLA

rue du 11 novembre
42630 Régny

Références : UID4243-DSSP-023-0252

Code AIOT : 0006103372

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mai 2023 dans l'établissement DESCAMPS SA - DEPARTEMENT JALLA implanté rue du 11 novembre 42630 Régny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite faisait suite à l'information par ANTEA du démarrage des investigations complémentaires relatives aux travaux de dépollution qui avait fait l'objet d'un arrêté d'astreinte financière à l'encontre du dernier exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DESCAMPS SA - DEPARTEMENT JALLA
- rue du 11 novembre 42630 Régny
- Code AIOT : 0006103372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site était dédié à la fabrication de textiles depuis plus d'un siècle, dont le linge de toilette en tissus éponge, a vu son activité décliner depuis les années 2000 jusqu'à sa cessation d'activité déclarée en 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en sécurité du site et mémoire de gestion des pollutions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	gestion des déchets dangereux	AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
2	démarrage des travaux	AP de Mise en Demeure du 23/02/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site est à poursuivre avec la sécurisation des toits des différents ateliers et le mémoire de gestion des pollutions présentes est à réviser pour prendre en compte les investigations réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : gestion des déchets dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Descamps est mise en demeure de respecter, sous un délai de 4 mois, les prescriptions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement : R512-39-1 : Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté que des déchets étaient toujours présents sur le site, notamment les boues de la station de traitement du site. Le Bureau d'étude ANTEA a indiqué qu'une réflexion était en cours pour gérer ces déchets avec des engins de chantier qui accèderait au stockage des boues par le coté du bâtiment. Le bureau d'étude a indiqué que ce bâtiment avait fait l'objet d'un diagnostic amiante. Il a également été constaté que des toits de différents bâtiments étaient effondrés ou sur le point de l'être. Le bureau d'étude a indiqué prioriser les actions liées au diagnostic complémentaire relatif à la dépollution et à l'évacuation des déchets. L'inspection rappelle cependant que la mise en sécurité comprend effectivement cet aspect. En effet, des crinolines permettant l'accès au toit sont toujours présentes et par ailleurs les toits qui menacent de s'effondrer ne sont pas sécurisés. Concernant les déchets du brocanteur, ceux-ci restent encore présents sur site et une partie de ces affaires restent encore à évacuer. Enfin, il est constaté que des équipements, ancienne cuve de stockage d'hydrocarbure et

équipements liés à l'exploitation de la chaufferie sont toujours présents sur site et que leur inertage ou leur enlèvement fait également partie des travaux de mise en sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : démarrage des travaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, sites et sols pollués
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Descamps est mise en demeure de respecter sous un délai de 4 mois, les prescriptions de l'arrêté du 5 septembre 2018 susvisé relatif à la cessation d'activité du site (surveillance des eaux souterraines, identification de l'impact et mesure de gestion).</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis l'arrêté qui proposait une astreinte financière afin de faire respecter cette disposition, l'exploitant a transmis les résultats de 2 campagnes de surveillance des eaux souterraines réalisées en novembre 2022 et février 2023 :</p> <p>Les résultats ont mis en évidence une anomalie en solvants chlorés (principalement TCE) au droit des ouvrages Pz5 avec une concentration maximale mesurée de (11 000 µg/l) et Pz8 (280 µg/l) et l'absence de COHV au droit des 6 autres ouvrages, notamment au droit du nouveau piézomètre installé Pz12 ;</p> <p>Au droit de Pz5, la teneur en COHV mesurée en 2022 est environ 10 fois supérieure à celle mesurée en 2016. La concentration en COHV sur Pz8 reste quant à elle relativement stable. Pour les autres ouvrages, les teneurs mesurées en 2022 sont du même ordre de grandeur que les teneurs mesurées en 2016.</p> <p>Ainsi l'anomalie en COHV reste localisée au droit de ces ouvrages, aucun transfert significatif n'est constaté vers l'aval hydraulique (et donc la rivière). Il n'est pas, non plus, constaté d'atténuation naturelle des solvants chlorés dans la nappe.</p> <p>Lors de la visite de terrain, il a été constaté que le bureau d'étude recherchait la présence de ces COHV dans les sols à travers la réalisation de mesures sur des PID portatifs ou des cannes gaz. Des diagnostics complémentaires ont été réalisés sur la zone des anciens transformateurs.</p> <p>Demande de l'inspection : Il est attendu que le bureau d'étude, sur la base de ces études complémentaires mette à jour son plan de gestion.</p> <p>En revanche, l'arrêté prévoyait qu'après validation par l'inspection des mesures de gestion, un traitement des points chauds de pollution serait réalisé notamment aux abords des anciennes cuves aériennes de stockage de fuel, sous l'ancien transformateur et dans les anciens bassins de décantations. Comme ces points chauds, les autres traitements prévus et validés par l'inspection seront mis en œuvre sous 18 mois.</p> <p>A la date de l'inspection ces travaux n'ont toujours pas débuté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours